

À l'université comme ailleurs, aucune place pour l'extrême droite et ses idées !

14 janvier 2022



À l'université comme ailleurs,
aucune place
pour l'extrême droite
et ses idées !



Paris le 14 janvier 2022

Depuis la rentrée, et même bien avant, l'extrême droite a intégré l'Université dans sa stratégie d'implantation dans la société et dans les têtes. Taguant des symboles fascistes sur la fac et sur les locaux syndicaux à Angers, Lille, Caen, La Rochelle, Amiens, Nice etc., ou multipliant les actions de communications comme une vidéo sur un toit de l'université de Saint-Denis, les nervis n'hésitent pas non plus à agresser des camarades lors d'actions syndicales et à s'en prendre aux étudiant-es et personnels mobilisé-es comme à Montpellier ou à Strasbourg.

Récemment, c'est un séminaire de la pensée réactionnaire qui a été organisé à la Sorbonne, parmi lesquels interviennent même des membres du gouvernement comme Jean-Michel Blanquer, alors que de très forts mouvements de grève et de contestations ont lieu partout en France contre sa gestion catastrophique de la crise sanitaire !

Si les fascistes ne sont pas toujours étudiant-es lorsqu'ils tentent d'imposer leur loi sur les lieux d'études, cette montée s'accompagne assez clairement d'un renforcement de l'activité de personnalités d'extrême droite, enseignant-es comme étudiant-es, ou de groupes comme l'Union Nationale Inter-universitaire (UNI), créée dans la suite de mai 68 en réaction aux avancées sociales et émancipatrices, ou la Cocarde, pseudo - syndicat - d'extrême droite ayant des liens avec le Groupe Union Défense (GUD), autrefois connu pour ses actions ultraviolentes.

En cette période d'élection présidentielle, la Cocarde comme l'UNI se retrouvent de plus en plus à opérer sur les facs le travail politique de la nouvelle coqueluche des nationalistes, misogynes et autres réactionnaires Eric Zemmour, mais aussi pour Le Pen et Pécresse. En effet, l'UNI a toujours été très fortement attachée au RPR de De Gaulle puis (donc) à l'UMP et aux « Républicains ». Néanmoins, on observe que même des militant-es de l'Action Française, groupuscule fondé d'abord comme organisation politique royaliste et antisémite au XIXe siècle et qui a connu son apogée dans les années 1930 en tant que ligue antiparlementaire, y trouvent une place confortable... Prétendus républicains ou monarchistes savent donc s'entendre pour défendre les intérêts de leur classe.

Car en effet l'enjeu ici est bien encore la lutte des classes ! Les attaques de locaux syndicaux, de militant-es de Solidaires, ou d'organisations politiques du camp des travailleurs et des travailleuses en sont la preuve. L'université présente en réalité un double objectif pour l'extrême-droite : d'abord, elle représente dans leur imaginaire le bastion des événements de mai 68, dont elle exerce la pensée émancipatrice et égalitaire. Elle considère donc comme des ennemis de la Nation toutes les études critiques de la pensée coloniale, de la masculinité ou de l'hétérosexualité hégémonique et normative, etc. Ensuite, les réformes de libéralisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, la sélection et la précarisation des étudiant-es forment de plus en plus une université à son image : élitiste, exclusive, nationaliste, lieu de reproduction et de légitimation sociales, et dans laquelle elle espère avoir un rôle à jouer. Face aux attaques de l'extrême droite, ne baissons pas les yeux ! Il est en effet nécessaire pour nos luttes, pour nos droits, pour notre sécurité collective, de construire une riposte immédiate et unitaire à l'extrême droite où qu'elle se trouve.

**Contre la pensée rétrograde, imposons une université gratuite,
inclusive, critique, démocratique et émancipatrice !**

31 rue de la Grange aux
belles
75 019 Paris

Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 87 82 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org



Depuis la rentrée, et même bien avant, l'extrême droite a intégré l'Université dans sa stratégie d'implantation dans la société et dans les têtes. Taguant des symboles fascistes sur la fac et sur les locaux syndicaux à Angers, Lille, Caen, La Rochelle, Amiens, Nice etc., ou multipliant les actions de communications comme une vidéo sur un toit de l'université de Saint-Denis, les nervis n'hésitent pas non plus à agresser des camarades lors d'actions syndicales et à s'en prendre aux étudiant-es et personnels mobilisé-es comme à Montpellier ou à Strasbourg.

Récemment, c'est un séminaire de la pensée réactionnaire qui a été organisé à la Sorbonne, parmi lesquels interviennent même des membres du gouvernement comme Jean-Michel Blanquer, alors que de très forts mouvements de grève et de contestations ont lieu partout en France contre sa gestion catastrophique de la crise sanitaire !

Si les fascistes ne sont pas toujours étudiant-es lorsqu'ils tentent d'imposer leur loi sur les lieux d'études, cette montée s'accompagne assez clairement d'un renforcement de l'activité de personnalités d'extrême droite, enseignant-es comme étudiant-es, ou de groupes comme l'Union Nationale Inter-universitaire (UNI), créée dans la suite de mai 68 en réaction aux avancées sociales et émancipatrices, ou la Cocarde,

pseudo « syndicat » d'extrême droite ayant des liens avec le Groupe Union Défense (GUD), autrefois connu pour ses actions ultraviolentes.

En cette période d'élection présidentielle, la Cocarde comme l'UNI se retrouvent de plus en plus à opérer sur les facs le travail politique de la nouvelle coqueluche des nationalistes, misogynes et autres réactionnaires Éric Zemmour, mais aussi pour Le Pen et Péresse. En effet, l'UNI a toujours été très fortement attachée à l'UDR (futur RPR) de De Gaulle puis (donc) à l'UMP et aux « Républicains ». Néanmoins, on observe que même des militant-es de l'Action Française, groupuscule fondé d'abord comme organisation politique royaliste et antisémite au XIXe siècle et qui a connu son apogée dans les années 1930 en tant que ligue antiparlementaire, y trouvent une place confortable... Prétendus républicains ou monarchistes savent donc s'entendre pour défendre les intérêts de leur classe.

Car en effet l'enjeu ici est bien encore la lutte des classes ! Les attaques de locaux syndicaux, de militant-es de Solidaires, ou d'organisations politiques du camp des travailleurs et des travailleuses en sont la preuve. L'université présente en réalité un double objectif pour l'extrême-droite : d'abord, elle représente dans leur imaginaire le bastion des événements de mai 68, dont elle exècre la pensée émancipatrice et égalitaire. Elle considère donc comme des ennemies de la Nation toutes les études critiques de la pensée coloniale, de la masculinité ou de l'hétérosexualité hégémonique et normative, etc. Ensuite, les réformes de libéralisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, la sélection et la précarisation des étudiant-es façonnent de plus en plus une université à son image : élitiste, exclusive, nationaliste, lieu de reproduction et de légitimation sociales, et dans laquelle elle espère avoir un rôle à jouer. Face aux attaques de l'extrême droite, ne baissons pas les yeux ! Il est en effet nécessaire pour nos luttes, pour nos droits, pour notre sécurité collective, de construire une riposte immédiate et unitaire à l'extrême droite où qu'elle se trouve.

Contre la pensée rétrograde, imposons une université gratuite, inclusive, critique, démocratique et émancipatrice !



**À l'université comme ailleurs,
aucune place
pour l'extrême droite
et ses idées !**



Paris le 14 janvier 2022

Depuis la rentrée, et même bien avant, l'extrême droite a intégré l'Université dans sa stratégie d'implantation dans la société et dans les têtes. Taguant des symboles fascistes sur la fac et sur les locaux syndicaux à Angers, Lille, Caen, La Rochelle, Amiens, Nice etc., ou multipliant les actions de communications comme une vidéo sur un toit de l'université de Saint-Denis, les nerfs n'hésitent pas non plus à agresser des camarades lors d'actions syndicales et à s'en prendre aux étudiant-es et personnels mobilisé-es comme à Montpellier ou à Strasbourg.

Récemment, c'est un séminaire de la pensée réactionnaire qui a été organisé à la Sorbonne, parmi lesquels interviennent même des membres du gouvernement comme Jean-Michel Blanquer, alors que de très forts mouvements de grève et de contestations ont lieu partout en France contre sa gestion catastrophique de la crise sanitaire !

Si les fascistes ne sont pas toujours étudiant-es lorsqu'ils tentent d'imposer leur loi sur les lieux d'études, cette montée s'accompagne assez clairement d'un renforcement de l'activité de personnalités d'extrême droite, enseignant-es comme étudiant-es, ou de groupes comme l'Union Nationale Inter-universitaire (UNI), créée dans la suite de mai 68 en réaction aux avancées sociales et émancipatrices, ou la Cocarde, pseudo « syndicat » d'extrême droite ayant des liens avec le Groupe Union Défense (GUD), autrefois connu pour ses actions ultraviolentes.

En cette période d'élection présidentielle, la Cocarde comme l'UNI se retrouvent de plus en plus à opérer sur les facs le travail politique de la nouvelle coqueluche des nationalistes, misogynes et autres réactionnaires Éric Zemmour, mais aussi pour Le Pen et Péresse. En effet, l'UNI a toujours été très fortement attachée à l'UDR (futur RPR) de De Gaulle puis (donc) à l'UMP et aux « Républicains ». Néanmoins, on observe que même des militant-es de l'Action Française, groupuscule fondé d'abord comme organisation politique royaliste et antisémite au XIXe siècle et qui a connu son apogée dans les années 1930 en tant que ligue antiparlementaire, y trouvent une place confortable... Prétendus républicains ou monarchistes savent donc s'entendre pour défendre les intérêts de leur classe.

Car en effet l'enjeu ici est bien encore la lutte des classes ! Les attaques de locaux syndicaux, de militant-es de Solidaires, ou d'organisations politiques du camp des travailleurs et des travailleuses en sont la preuve. L'université présente en réalité un double objectif pour l'extrême-droite : d'abord, elle représente dans leur imaginaire le bastion des événements de mai 68, dont elle exécère la pensée émancipatrice et égalitaire. Elle considère donc comme des ennemies de la Nation toutes les études critiques de la pensée coloniale, de la masculinité ou de l'hétérosexualité hégémonique et normative, etc. Ensuite, les réformes de libéralisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, la sélection et la précarisation des étudiant-es façonnent de plus en plus une université à son image : élitiste, exclusive, nationaliste, lieu de reproduction et de légitimation sociales, et dans laquelle elle espère avoir un rôle à jouer. Face aux attaques de l'extrême droite, ne baissions pas les yeux ! Il est en effet nécessaire pour nos luttes, pour nos droits, pour notre sécurité collective, de construire une riposte immédiate et unitaire à l'extrême droite où qu'elle se trouve.

**Contre la pensée rétrograde, imposons une université gratuite,
inclusive, critique, démocratique et émancipatrice !**

**31 rue de la Grange aux
belles
75 019 Paris**

Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org



- Emplacement : PRESSE > Communiqués >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/A-l-universite-comme-ailleurs-aucune-place-pour-l-extreme-droite-et-ses-idees>